



EDITO

Cette rentrée en Moselle a été particulièrement dense en actions : tout d'abord dans l'éducation avec les rassemblements du 6 septembre puis la grève du 28 septembre ; mais aussi avec notre mobilisation permanente pour les sans papiers, les actions menées contre la loi de prévention de la délinquance ou celles menées à l'Inspection du Travail... Tout cela dans un climat délétère lié au démarrage de la campagne présidentielle : carte scolaire, lecture... Notre congrès et sa préparation doivent nous permettre de peser dans le débat politique en défendant nos revendications, pour une autre ambition pour l'école, pour une autre politique de services publics en France et en Europe, thème du stage que la FSU Moselle organise ce 15 décembre.

Philippe NOLLER

CONGRES FSU VOTEZ

Ce numéro de la FSU Moselle contient :

- le rapport d'activité départementale.
- les textes d'orientation départementale et les listes.
- le bulletin de vote
- le matériel de vote pour celles et ceux qui votent par correspondance

Dispensé de timbrage

METZ CTC

P

P R E S S E

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

DEPOSE LE 3 NOVEMBRE 2006

ETIQUETTE

S
O
M
M
A
I
R
E

Page 2 : Pétitions

Inspection du travail et salaires

Page 3 : Stage 15 décembre 2006

Services publics en France et en Europe

Page 4 : Publicité

SPECIAL CONGRES FSU

Rapport d'activité départementale

Bulletin de vote congrès FSU

FSU Moselle - Trimestriel - n°30 - Novembre 2006 - Prix : 1 euro
Imprimé par nos soins - Directeur de la publication : R. Rouzeau
ISSN 1291-2891 - CPPAP 1106S05286 - Dépôt légal : novembre 2006

Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique de la FSU Moselle. Conformément à la loi du 8 janvier 1978, vous pouvez y avoir accès ou faire effacer les informations en vous adressant à la FSU Moselle, 3 rue Gambetta 57000 METZ 03 87 55 15 40.

PETITIONS

INSPECTION DU TRAVAIL



PETITION

**Un code du travail protecteur des salariés,
une inspection du travail renforcée:
une même urgence sociale !**

Le 2 septembre 2004, Sylvie TREMOUILLE, contrôleur du travail, et Daniel BUFFIERE, agent de contrôle à la MSA, étaient assassinés par un agriculteur à Saussignac, en Dordogne.

Exploitant l'émotion et la colère qui se sont exprimées à l'époque, le gouvernement tente d'imposer une réforme de l'inspection du travail qui n'a le soutien d'aucune organisation syndicale du Ministère du Travail, et qui a été rejetée par les 800 agents (soit près de la moitié de la profession) réunis lors des Etats Généraux de l'Inspection du travail les 21 et 22 mars 2006. L'objectif de cette réforme est d'encadrer dans un système de pilotage très centralisé l'action de l'inspection du travail pour orienter son action vers une "politique du travail" définie de manière partielle, notamment avec le patronat, classant ainsi des pans entiers du droit du travail comme non prioritaires (durée du travail, respect des salaires, droits des représentants du personnel, respect des conventions collectives...)

Nous affirmons au contraire que l'inspection du travail doit être en mesure de faire appliquer l'intégralité d'un code du travail garant des droits et de la dignité des salariés.

Pour assurer une réelle efficacité de son action, et suite à l'annonce par Gérard LARCHER, Ministre du Travail, d'un plan pluriannuel, à ce jour non financé, de créations de 700 postes d'agents de contrôle en quatre ans (2007/2010), nous revendiquons :

- la création immédiate de 240 sections d'inspection dans leur organisation territoriale actuelle garante de son caractère généraliste et indépendant, premier pas vers le doublement des sections d'inspection. Cela signifie pour la Moselle la création immédiate de quatre sections supplémentaires.
- la fusion des trois services d'inspection du travail existants (travail, agriculture, transports) et la création d'un service unique d'inspection du travail s'appuyant sur un code du travail protecteur de tous les salariés, quelle que soit leur branche d'activité.
- le retrait du plan de réforme de l'inspection du travail.

NOM Prénom Profession Ville Signature

SALAIRES

Les organisations syndicales soussignées constatent :

* que les augmentations de traitements de l'année 2006 (0,5 % au 1er juillet et 1 point d'indice uniforme au 1er novembre) et celle prévue pour 2007 (0,5 % au 1er février) sont notamment insuffisantes et entraînent une nouvelle perte du pouvoir d'achat.

* que le contentieux salarial de 2000-2004 n'est absolument pas résorbé.

Elles réclament l'ouverture urgente de véritables négociations pour :

- * garantir le maintien du pouvoir d'achat du point en 2006 et 2007 ;
- * un rattrapage sur les pertes intervenues antérieurement ;
- * une refonte globale de la grille indiciaire.

En conséquence de quoi ces mêmes organisations syndicales lancent une opération de cartes pétition qui seront collectées et remises au Ministre de la fonction publique.

CGT - FO - FSU - CGC - UNSA

STOP aux pertes de pouvoir d'achat
OUI aux augmentations salariales

**Stop aux pertes de pouvoir d'achat
Oui aux augmentations salariales**

Monsieur le ministre de la Fonction Publique,

Avec les organisations syndicales CGC, CGT, FO, FSU, UNSA

Je considère que les augmentations de traitement de l'année 2006 (0,5% au 1er juillet et 1 point uniforme au 1er novembre) sont notamment insuffisantes et entraînent une nouvelle perte de mon pouvoir d'achat.

Je constate que le contentieux salarial de 2000-2004 n'est absolument pas résorbé.

Je refuse toute suppression d'emploi.

Je réclame l'ouverture urgent de véritables négociations pour :

- le maintien du pouvoir d'achat du point en 2006 ;
- le rattrapage sur les pertes intervenues depuis 2000 ;
- l'augmentation des salaires pour 2007 sur la base minimum de l'inflation prévue, soit 1,8%.
- une réforme globale de la grille indiciaire.

Signataire :
Nom, Prénom : _____

Profession : _____

Affectation : _____

A remettre à
FSU Moselle
3, rue Gambetta
57000 Metz



STAGE FEDERAL Départemental

Services publics en France et en Europe

Vendredi 15 décembre de 9h à 17h
IUFM Paixhans de Metz

Bulletin d'inscription au stage Services publics en France et en Europe

à retourner avant le 1er décembre à FSU Moselle 3 rue Gambetta 57000 Metz

Nom : Prénom :

Syndicat : Etablissement :

adresse personnelle :

tel :

email :

s'inscrit au stage qui se déroulera à Metz le 15 décembre : OUI NON

prendra le repas en commun (10 euros) : OUI NON

DEMANDE DE CONGE A ENVOYER AVANT LE 15 NOVEMBRE 2006

MODELE DE DEMANDE DE CONGE POUR FORMATION SYNDICALE (à reproduire à la main)

NOM.....Prénom.....

Grade et fonction

Etablissement.....

à

(Nom et fonction du Chef d'établissement ou de service)..... (1)

Conformément aux dispositions de la loi N° 84/16 du 11/01/1984 (article 34, alinéa 7) portant statut général des fonctionnaires (2), définissant l'attribution des congés pour formation syndicale avec maintien intégral du salaire, j'ai l'honneur de solliciter un congé : le 15 décembre 2006 pour participer à un stage de formation syndicale.

Ce stage se déroulera à l'IUFM Paixhans.

Il est organisé par la FSU sous l'égide du Centre National de Formation Syndicale de la FSU, organisme agréé figurant sur la liste des Centres dont les stages ou sessions ouvrent droit aux congés pour la formation syndicale (arrêté du 29 décembre 1999 publié au Journal Officiel du 06 janvier 2000).

A.....

Le.....

Signature

(1) La demande doit être adressée par la voie hiérarchique un mois à l'avance.

(2) Pour les non titulaires remplacer par " de la loi N° 82/997 du 23/11/82 relative aux agents non titulaires de l'Etat".

Nous avons matière à nous entendre



LA BANQUE DU MONDE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

- > Une offre claire et sans surprise.
- > Des crédits et des assurances conçus pour les personnels de l'Education Nationale.
- > Un personnel compétent qui vous conseille dans nos locaux, par courriel ou par téléphone.
- > Une éthique mutualiste authentique.

Crédit  Mutuel

Enseignant

www.cme.creditmutuel.fr

Crédit Mutuel Enseignant Metz

Siège : 17, rue du Sablon – BP 80287 – 57006 Metz

Bureau : 28, allée de la Libération – 57100 Thionville

Tél. : 0820 000 005* – E-Mail : 05900@cmcee.creditmutuel.fr